



CHAMBRE DES COMMUNES  
HOUSE OF COMMONS  
CANADA

## **Comité permanent de l'environnement et du développement durable**

---

ENVI • NUMÉRO 047 • 1<sup>re</sup> SESSION • 41<sup>e</sup> LÉGISLATURE

---

**TÉMOIGNAGES**

**Le lundi 22 octobre 2012**

**Président**

**M. Mark Warawa**



## Comité permanent de l'environnement et du développement durable

Le lundi 22 octobre 2012

• (1530)

[Traduction]

**Le président (M. Mark Warawa (Langley, PCC)):** La séance est ouverte.

Je tiens à vous souhaiter à tous et à toutes la bienvenue à la 47<sup>e</sup> séance du Comité permanent de l'environnement et du développement durable qui continue son étude sur les pratiques de conservation urbaine au Canada.

Madame Duncan, la parole est à vous.

**Mme Kirsty Duncan (Etobicoke-Nord, Lib.):** Merci, monsieur le président.

J'aimerais proposer une motion:

Étant donné que 1) la Région des lacs expérimentaux (RLE) est un instrument de recherche essentiel pour comprendre les dangers qui menacent les ressources en eau du Canada, pour évaluer les risques liés aux contaminants de l'eau et aux nouvelles menaces ainsi que pour élaborer et mettre à l'essai des stratégies de gestion écosystémique visant à améliorer la qualité de l'eau; 2) la RLE a exploité une station météorologique complète, une station de mesure du Réseau canadien d'échantillonnage des précipitations et de l'air d'Environnement Canada; 3) la RLE relève de nombreux programmes d'Environnement Canada, le Comité recommande que le gouvernement du Canada transfère la RLE au ministère de l'Environnement.

Je demanderais que cette motion soit soumise à un vote en public.

**Le président:** Allez-y, madame Rempel.

**Mme Michelle Rempel (Calgary-Centre-Nord, PCC):** Je propose que le comité poursuive à huis clos.

**Le président:** On a présenté une motion dilatoire pour que l'on poursuive à huis clos. Elle ne peut pas faire l'objet d'un débat. Nous procéderons à un vote par appel nominal.

(La motion est adoptée. [Voir le Procès-verbal])

**Le président:** Nous allons suspendre la séance.

Mesdames et messieurs les témoins, je vous demanderais de quitter la salle temporairement. Nous nous attendons à revenir sous peu et à reprendre nos travaux habituels. Veuillez patienter, s'il vous plaît.

La séance est suspendue.

[La séance se poursuit à huis clos.]

• (1530)

(Pause)

• (1555)

[La séance publique reprend.]

**Le président:** Nous re prenons nos travaux, et je remercie de nouveau les témoins d'être venus aujourd'hui.

Nous entendrons chaque groupe de témoins pendant 10 minutes au plus, et nous passerons ensuite à la période de questions.

Monsieur Bienstock, fondateur de Bienstock Natural Playgrounds, vous avez 10 minutes.

**M. Adam Bienstock (fondateur et président-directeur général, Bienstock Natural Playgrounds):** Merci, monsieur le président, et merci aussi aux membres du comité.

Je devrais commencer par vous parler un peu de moi et vous dire ce que je fais. Je suis le veinard qui va de ville en ville pour creuser physiquement dans l'asphalte pour créer des enclaves de nature dans nos zones urbaines. Je le fais partout en Amérique du Nord et de plus en plus à l'échelle internationale maintenant.

On m'a demandé de venir parler de conservation urbaine. J'ai pensé: « Qu'entendent-ils par conservation urbaine? » Je vais vous dire que ce cela signifie de mon point de vue.

Cela signifie un paquet de panneaux. Cela signifie restez sur le sentier, zone sensible, défense d'escalader, défense de faire du vélo, défense de camper, défense de passer, défense d'entrer. En règle générale, pour moi, lorsqu'il est question de conservation urbaine, c'est ce que cela signifie.

La question que je me suis toujours posée est la suivante: que conservons-nous et pour qui le faisons-nous? Où voulons-nous en venir?

De mon point de vue, la conservation urbaine a été une grande réussite. En ce moment, les gens ne vont plus dans la nature. Ils sont nombreux à s'en tenir loin. Le nombre de personnes qui visitent nos parcs nationaux baisse de 2 ou 3 p. 100 chaque année. Les visiteurs ne viennent plus. L'âge moyen du visiteur est de 52 ans. L'âge moyen d'un membre des Jardins botaniques royaux est de 62 ans. Ils meurent littéralement. Nous réussissons vraiment très bien à tenir les gens loin de nos petites enclaves de nature urbaine.

Je regarde cela et je vois que nous risquons de devenir sans importance. Lorsque je regarde autour de la pièce, je vois un groupe de personnes en avant et nous tous. Je pêche aux convertis. Nous avons probablement campé. Nous avons probablement passé du temps à l'extérieur. Nous avons probablement été en contact.

Je vais poser une question. En levant la main, combien d'entre vous se sont fait dire, quand vous étiez enfants, de rentrer à la maison lorsque les lampadaires s'allumaient ou à l'heure du souper? Au fond, c'est la plupart d'entre nous passés un certain âge.

De nos jours, la distance moyenne que parcourt un enfant de huit ans sans supervision est d'environ 150 verges. Dans mon temps, c'était d'environ 5 à 10 km, alors j'avais l'impression que la terre m'appartenait. Grâce à cela, j'ai appris à connaître les anses à la hauteur de l'escarpement. Je connais les arbres. Je sais où se trouve l'argile bleue, l'argile grise et l'argile rouge. C'est mon anse, alors quand j'ai vieilli et que la commission d'aménagement du bassin hydrographique Borer Logie a demandé à des gens de participer à sa conservation, j'y suis allé parce qu'elle était à moi. J'ai appris à en être propriétaire en passant du temps là-bas.

Si nos enfants ne peuvent parcourir que 150 verges sans supervision et nous ne commençons pas à créer ces petites enclaves urbaines de nature où nous pouvons mobiliser les gens, si nous ne passons pas d'une éthique de conservation à une éthique de l'intendance et de la mobilisation, nous passons et nous passerons outre toute une génération. Nous réussissons très bien à ne pas les rejoindre en ce moment.

Par conséquent, des choses comme celles-là se produisent. J'ai été invité à faire un exposé. Je suis entré dans l'école d'architecture paysagiste, et l'une des premières questions que j'ai posées a été: « Alors, combien d'entre vous, futurs concepteurs de nos plans de conservation urbaine, ont passé une nuit à camper? » Sur 40 personnes, 38 n'avaient jamais fait de camping, alors honnêtement, je crois qu'ils devraient tous échouer. Ils ne devraient pas être autorisés à concevoir les enclaves de nature dans nos villes. Sans cette intendance et cette mobilisation, comment pouvons-nous nous attendre à ce que la prochaine génération soit même au rendez-vous? Nous ne réussissons pas du tout. L'intendance et la mobilisation sont primordiales.

Si vous changez de sujet pour parler des éducateurs de la petite enfance, des enseignants, nous leur enseignons aussi. Je leur ai parlé de l'importance de sortir et de communier avec la nature — comment la terre est bonne, et vous devriez vous en mettre sous les ongles, planter des choses, les arracher et les explorer, parce que la terre est bonne. Elle est bonne pour le système immunitaire. Vous devez ingérer votre petite bouchée de terre. Il se trouve que nos parents et nos grands-parents avaient probablement raison: il faut manger un peu de terre avant de mourir.

● (1600)

L'une d'entre eux — et il s'agit d'un groupe de nouveaux enseignants très jeunes, des femmes pour la plupart, qui vont parler à nos enfants de leur expérience avec la nature — a levé la main et a demandé: « À l'heure du goûter, quelle quantité de terre devrais-je leur donner? »

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Adam Bienstock:** On ne comprend vraiment pas ce que cela signifie. C'est à quel point nous sommes décrochés. Nous allons devoir commencer à délaissier une partie de l'éthique de conservation urbaine dans nos villes et à changer les choses.

La prochaine étape consistera à arracher une partie des panneaux et à inviter les gens à entrer. J'ai participé à des conversations lorsque je collaborais avec Robert Bateman à envisager la création du réseau de sentiers Bateman dans 18 kilomètres de ravins à Toronto. J'étais en réunion lorsque la personne en charge du sentier a dit: « Attendez, je veux être certain de bien comprendre; vous voulez qu'il y ait plus de gens qui parcourent nos sentiers? Ils vont les démolir. »

Tout ça au nom de la conservation. Ils disent: « Ne rapprochons pas les gens par le truchement de nos espaces naturels urbains, car ils vont les démolir. Nous serons obligés de les entretenir. »

J'aimerais que nous ayons ce problème. Nous ne l'avons pas en ce moment. Il nous faut encourager plus de gens à emprunter ces sentiers et leur enseigner l'intendance.

Il y a un autre petit point, qui est que lorsqu'il est question de déterminer ce qu'est exactement la restauration écologique, les villes dans lesquelles je travaille se trouvent dans une zone climatique entièrement différente de celle dans laquelle elles se trouvaient auparavant. C'est ainsi. Chacune de ces villes au Canada sur le long de la frontière où 80 p. 100 d'entre nous vivons est une zone différente de ce qu'elle était.

Quel est notre plan de conservation urbaine pour les frênes, les ormes et les bouleaux qui s'y trouvent? Nous n'en avons pas parce qu'ils sont morts, alors nous devons changer nos priorités et, au rythme où nous allons, nous ne serons pas en mesure d'avoir même des arbres indigènes qui survivent dans les rues de nos villes. Nous ne réussirons que s'il y a des gens qui affirment: « Cela m'appartient, et je vais le conserver. Je vais y consacrer du temps. Je vais faire du bénévolat. » Il ne nous reste plus assez d'argent pour même nous occuper de ces choses.

Nous créons ces parcs et nous créons ces milieux pour que les gens aient un endroit où se mobiliser. C'est maintenant le seul choix que nous avons pour vraiment viser l'endroit où ils se mobilisent. Rappelez-vous de cette distance de 150 verges? Si nous ne créons pas cet espace quand et lorsqu'ils jouent, ils n'iront pas. Peu importe si vous vous trouvez au bord d'une réserve de la biosphère mondiale comme celle qui est près de chez moi; il n'y a pas d'enfants là-bas. Ils sont à l'école, et les cours d'écoles sont essentiellement pavées d'un bout à l'autre.

En conséquence, il faut maintenant entre six et huit heures à un enseignant typique pour réussir à faire passer une heure dehors aux enfants, car ils doivent signer une pile de papiers pour emmener les petits dans la nature parce qu'ils ne peuvent pas le faire sur le terrain de l'école. Il est temps que nous commençons à songer aux endroits où nos enfants passent du temps et les mobiliser là-bas.

Il y a trois leviers que le gouvernement peut actionner. C'est drôle que vous parliez de nature urbaine parce que vous n'êtes pas vraiment dans nos villes. Le gouvernement fédéral n'a pas énormément de pouvoirs là-bas, mais vous pouvez légiférer et lever des impôts, et vous avez du financement.

Côté lois, j'aimerais bien qu'on privilégie l'approche qui commence à être adoptée aux États-Unis, « aucun enfant à l'intérieur », pour que chaque enfant à la grandeur du pays passe deux heures dehors tous les jours. Cela pousse les parents, les enfants et les enseignants à sortir. Ils seront donc plus en santé. Ils seront plus intelligents. Oui, en fait, leur QI augmentera si vous adoptez cette pratique. Ils bénéficieront d'une éducation expérientielle sans que cela vous coûte un sou, mais cela vous fera bien paraître.

Deuxièmement, il y aurait les crédits d'impôt, car vous pouvez vous servir des impôts comme levier. J'aimerais que l'on accorde des crédits d'impôt aux personnes qui accroissent la biodiversité dans nos espaces urbains où les gens se retrouvent, c'est-à-dire nos terrains de jeu, nos parcs, nos hôpitaux et nos cours d'écoles.

Alors le deuxième point est un crédit d'impôt. Si vous augmentez réellement le nombre d'activités qui se déroulent ici en rapport avec l'environnement bâti, vous vous retrouverez avec un meilleur PIB. Nous ne prendrons plus le plastique et l'acier produits en Chine, conçus en Californie, où nous assumons les risques. Vous trouverez en fait une solution fondée sur l'économie locale, et l'argent restera ici.

Enfin, nous devons nous attacher à financer deux choses. Il y a d'abord les écoles extérieures qui font une différence. Il en existe actuellement deux qui sont de bons exemples. L'une est la North Vancouver Outdoor School. Afin d'obtenir un diplôme du conseil scolaire de North Vancouver, vous devez passer une semaine dans la nature à cette école, et c'est une merveille. L'autre chose vous appartient à vous, gouvernement fédéral, et ce sont les Palissades à Jasper, qui sont un endroit génial où des gens viennent du monde entier pour apprendre à bien faire les choses.

• (1605)

Le dernier élément à financer, ce sont les collaborations entre le public et le privé. C'est ce sur quoi je travaille directement.

L'État ne peut plus s'en occuper seul. Il n'a pas l'argent. Il doit collaborer avec les citoyens, parce qu'il ne possède pas de compétences ni de mandat dans les villes. Il doit financer convenablement les collaborations qui rapprocheront davantage les gens de la nature. Sinon, il n'y aura pas de relève chez les défenseurs de l'environnement, et ce sera au détriment de tous ceux qui, parmi nous, comprennent que notre identité, en tant que Canadiens, est liée au sol.

J'ajouterai enfin, très brièvement, qu'il faut parfois visiter le site Google « Canada » et regarder les images. Elles montrent l'état de virginité auquel nous faisons allusion en parlant de conservation. Aucun autre pays ne possède l'équivalent. Nous n'avons pas beaucoup de temps pour profiter de la façon dont nous nous percevons. Nous devons nous mettre au travail.

Merci.

**Le président:** Merci beaucoup.

Nous accueillons ensuite Mme Andrea Gabor, présidente de l'Institut canadien des urbanistes.

Vous disposez de 10 minutes.

**Mme Andrea Gabor (présidente, Institut canadien des urbanistes):** Merci, monsieur le président, mesdames et messieurs les membres du comité.

Je suis Andrea Gabor, présidente de l'Institut canadien des urbanistes. Je suis accompagnée de David Wise, président de notre comité consultatif en matière de politique. Notre directeur Steven Brasier a malheureusement eu un empêchement.

Nous sommes très heureux d'avoir été invités à nous adresser à votre comité et nous avons préparé un court exposé, pour répondre à certaines des questions que vous nous avez posées. Nous avons apporté des exemples de conservation urbaine qui répondent à certaines des possibilités évoquées par M. Bienenstock, pour faire de ces endroits des lieux vivants.

Tout d'abord, très rapidement, un mot sur l'Institut canadien des urbanistes. C'est la voix nationale de la profession au Canada. Il existe depuis 1919 et il se consacre depuis à l'avancement de l'urbanisme responsable partout au Canada. Nous nous intéressons aux questions entourant les normes professionnelles, l'exercice de l'urbanisme et la politique publique, tant au pays qu'à l'étranger.

Nous faisons de la recherche sur le changement climatique et la durabilité.

L'Institut compte 7 000 membres qui oeuvrent à l'échelon local, régional, provincial et national, dans les administrations publiques, ou à titre de consultants dans le secteur privé, comme David et moi. Une grande partie de notre travail porte sur la conception, la gestion et la réglementation du développement communautaire durable.

Quand vous nous avez abordés sur la conservation urbaine, nous nous sommes demandé de quoi, exactement, il s'agissait. David va vous exposer notre point de vue à ce sujet.

**M. David Wise (président, Comité consultatif en matière de politique, Institut canadien des urbanistes):** L'Institut canadien des urbanistes a défini l'urbanisme comme étant l'aménagement scientifique, esthétique et ordonné des espaces, des installations et des services, en vue d'assurer l'efficacité matérielle, économique et sociale des communautés urbaines et rurales ainsi que leur santé et leur bien-être. Cette définition englobe notre propre expérience professionnelle et elle encadre l'idée que l'on devrait se faire de la conservation urbaine.

Quand nous plaçons la conservation urbaine sous l'éclairage de l'exercice de l'urbanisme, nous considérons qu'une partie du mandat de notre profession consiste à comprendre, à analyser et à informer les décideurs et les auteurs des politiques sur l'utilisation des ressources urbaines, qu'elles soient environnementales, culturelles, économiques, etc., pour en maximiser l'effet, tout en respectant le plus possible l'équité.

Si nous devons définir la conservation urbaine d'après l'exercice de notre profession, je dirais que nous devrions mentionner l'idée de conserver, de protéger, d'améliorer et, dans certains cas, de créer des endroits particuliers, caractéristiques, dignes d'intérêt, à l'intérieur du cadre urbain, pour que les générations actuelles et à venir les utilisent, s'en servent de façon continue et en profitent, sans les dénaturer inutilement.

D'après nous, conserver ne signifie pas figer. Cela exige plutôt une intendance et la réglementation d'une gamme d'utilisations et d'activités potentielles, de manière à maximiser la valeur économique, environnementale et sociale nette. À cette fin, il faut trouver un juste équilibre entre des intérêts divergents, parfois les concilier et trouver des occasions de combiner des solutions pour maximiser l'avantage présenté pour l'intérêt public.

Si je pouvais ramasser tout ce qui précède dans une seule phrase, je dirais que nous croyons que la conservation urbaine regroupe tout ce qui concerne la mise en valeur des paysages culturels et naturels, de manière à en maximiser les avantages et que cette approche de l'espace urbain repose vraiment sur un triple socle. Elle exige d'un certain nombre de groupes un point de vue multidisciplinaire.

• (1610)

**Mme Andrea Gabor:** Nous allons maintenant vous donner trois exemples de parcs urbains. Le premier est celui du parc Rouge, un parc urbain national de 40 kilomètres carrés, situé à Toronto et à Pickering, occupant en fait le milieu de la région métropolitaine de Toronto. L'une de ses caractéristiques les plus importantes est son accessibilité par les transports publics. Pas besoin d'auto. C'est important pour un lieu public.

À noter que nos zones urbaines sont de plus en plus intensément utilisées et, pendant que nous préconisons l'intensification des usages, les transports publics et tout le reste, nous avons encore besoin, en ville, d'oasis accessibles où nos enfants, nos petits-enfants et nous-mêmes pouvons prendre un bain de nature sans devoir nous taper deux heures de route. Or, le parc Rouge est à la distance d'un arrêt, peut-être de deux ou trois, d'autobus.

Cet endroit particulièrement intéressant possède une histoire humaine qui remonte à plus de 12 000 ans en arrière. Pour moi, c'est inimaginable, mais nous avons des objets et des documents archéologiques qui remontent aux périodes paléo-indienne et archaïque. Ensuite, les premiers Européens s'installent autour des années 1650. Le parc renferme aussi du patrimoine naturel. Il y a d'abord un portage amérindien, ensuite utilisé par les colons européens. Puis le site archéologique de la colline Bead, où subsistent les vestiges d'un village sénéca, un lieu historique national accessible par les pistes qui traversent le parc. C'est un aspect important de tout ce que le parc peut réunir. Quelle chance pour nous que ce parc immense possède de si nombreuses caractéristiques!

Le parc abrite aussi de nombreuses espèces et communautés végétales et animales importantes. Sa beauté naturelle et sa diversité biologique rendaient attirantes les terres qui sont maintenant protégées dans ses limites.

Le patrimoine culturel et naturel que renferme le parc vaut sans aucun doute la peine d'être préservé. Le plan que vous voyez montre les différents propriétaires des parties du parc. Pour le créer, la province, le Canada, l'Office de protection de la nature de Toronto et de la région, des municipalités et d'autres organismes ont donné des terres et de l'argent.

Dans le discours du Trône de mai 2011, le gouvernement fédéral a annoncé son intention de créer un parc urbain national dans la vallée Rouge. Ce serait le premier en son genre au pays et l'un des plus étendus en Amérique du Nord. C'est vraiment une réalisation importante pour tous ceux qui ont participé à sa création et pour le public et les visiteurs qui ont tellement de ressources à leur disposition... j'allais dire « au bout de leurs doigts », mais c'est plutôt au gré de leurs allées et venues.

Les Evergreen Brick Works est un autre site où nous avons bénéficié de la collaboration de notre nouvel ami. Nous nous sommes rencontrés pour la première fois aujourd'hui, et il m'a dit qu'il connaissait mon partenaire, qu'il avait réalisé le premier plan du site. « Quelle coïncidence!, que j'ai répondu, je vais justement en parler. »

Ce parc du patrimoine naturel, mais pas dans sa totalité, d'une superficie de 40 acres, est situé au centre-ville de Toronto, à l'intersection de l'avenue Bayview et de la route Pottery. Ce ne peut pas être plus central. C'était, à l'origine, l'emplacement d'une briqueterie qui a produit la brique de beaucoup de maisons de Toronto. Il est relié au réseau de ravins de la vallée de la Don et à beaucoup de quartiers de Toronto. On voit que le parc n'est pas tellement éloigné de notre gigantesque centre-ville. Une dizaine de minutes de la tour du CN, en voiture. On s'y rend par les transports publics, à bicyclette ou à pied, et il sert de centre éocommunautaire.

Les travaux d'aménagement ont commencé en 2002. L'endroit est ouvert depuis 2010, sous la houlette de la ville de Toronto et de l'Office de protection de la nature de Toronto et de la région. Le financement est une question intéressante. Dans un premier temps, on a obtenu trois millions de dollars de fonds privés de David et de Robin Young, bienfaiteurs réputés de Toronto.

●(1615)

Cette contribution a été essentielle à un engagement de 10 millions de la part de la province et à un don de 20 millions par le Programme d'infrastructure fédéral.

Est-ce que mon temps est écoulé?

**Le président:** Il vous reste une minute.

**Mme Andrea Gabor:** Je tiens à préciser que c'est un excellent exemple de patrimoine et de durabilité. On peut sauter deux diapos. Il y a aussi un nouvel édifice « LEED Platinum » qui intègre histoire et durabilité.

**M. David Wise:** Nous allons vous présenter un dernier endroit, puis nous concluons rapidement.

Voici un aspect de la rue Crown, à Vancouver, un exemple d'intégration, à microéchelle, dans un petit quartier, d'une infrastructure verte et de processus écologiques. Je vous recommande vivement la visite de ce lieu très fascinant.

Enfin, nous avons quatre recommandations: leadership dans le domaine des pratiques exemplaires; sources de financement qui inspirent le progrès; examen des normes pour les projets financés par le gouvernement fédéral; intégration à d'autres initiatives fédérales. Nous estimons qu'il existe vraiment une occasion de lier tout cela sous la rubrique de la conservation urbaine.

Je serai heureux d'en parler davantage pendant la période des questions.

Merci, monsieur le président.

**Le président:** Merci encore, madame Gabor et monsieur Wise. Nous avons vraiment apprécié ce témoignage.

Maintenant, par vidéoconférence depuis Halifax, nous entendons Mme Powley, coordonnatrice du Centre d'action écologique, et son directeur des politiques, Mark Butler.

M. Butler fera une déclaration au nom de Mme Powley, qui l'a rédigée.

Vous disposez de cinq minutes.

**Mme Jennifer Powley (coordonnatrice, Our HRM Alliance, Centre d'action écologique):** Merci.

Je me nomme Jen Powley. J'utilise un fauteuil roulant. Vendredi, il a cessé de fonctionner. Je suis dans un fauteuil neuf, mais il ne me procure pas un bon maintien. C'est pourquoi Mark a accepté de parler à ma place.

**M. Mark Butler (directeur des politiques, Centre d'action écologique):** Jen est le cerveau de notre organisation et j'en suis la voix. Voici son exposé.

Cela fait deux ans que Jen assure la coordination de la coalition Our HRM Alliance par l'entremise du Centre d'action écologique. Le Centre d'action écologique constitue l'organe d'action environnementale le plus ancien et le plus respecté de la Nouvelle-Écosse. La coalition est l'outil du Centre d'action écologique dédié à la campagne municipale. Le Centre a une portée provinciale, mais comme la Municipalité régionale de Halifax, ou Halifax, représente 40 p. 100 de la population de la province, il était nécessaire de lui accorder une attention particulière. La coalition est composée de plus de 40 groupes de la municipalité — zones rurales, urbaines et suburbaines — provenant de tous les secteurs, notamment de la santé, des affaires et de l'environnement, qui se sont entendus sur des principes de durabilité et de conservation.

Jen a une formation d'urbaniste et, au cours de sa formation, elle a eu à se pencher sur la stratégie de planification municipale régionale de la Municipalité régionale de Halifax. En théorie, ce plan doit servir de référence pour toutes les décisions de la collectivité en ce qui concerne les lieux où se fait l'aménagement et la manière dont il se fait — ce qui inclut l'endroit où les résidences sont bâties, l'endroit où s'établit l'activité commerciale et industrielle et les zones qui doivent être préservées. Dans les années qui se sont écoulées entre l'approbation du plan et le premier examen quinquennal qui s'effectue présentement, nous avons vu beaucoup d'activités d'aménagement qui semblent aller à l'encontre des principes établis dans le plan. Nous observons un étalement, des zones aménagées sur des terres fragiles, des aires de nature sauvage splendides menacées par un ensemble résidentiel, et nous avons un centre-ville qui est en train de perdre des entreprises importantes au profit de parcs commerciaux situés en bordure de la municipalité.

Le schéma régional repose sur les principes de la durabilité, et ceux-ci ne sont pas respectés.

Lorsqu'on parle de conservation urbaine, on ne devrait pas mettre l'accent sur la municipalité ou sur la collectivité dans son ensemble, mais plutôt cibler les centres-villes, les zones résidentielles et le centre de la collectivité. Ce sont les secteurs qui, souvent, ont été construits il y a 100 ans et dont on a laissé l'aménagement se faire par lui-même, tandis que les municipalités et les villes ont porté leur attention sur d'autres secteurs, comme les banlieues et les parcs industriels. Dans la municipalité régionale, aucun investissement n'a été fait au centre-ville au cours des 50 dernières années. Il est aujourd'hui impératif d'investir dans le centre-ville.

La société fait un retour aux noyaux urbains; le gouvernement doit également faire cette transition. Il y a eu un mouvement de rejet de la vie en banlieue axée sur l'utilisation de l'automobile, au profit d'un retour à un mode de vie urbain qui consiste à vivre à quelques minutes de marche du travail et des autres commodités. À mesure que les gens prennent de l'âge, ils reconnaissent la valeur de ce mode de vie. Les jeunes adultes ne veulent pas gaspiller leur argent ou leur temps sur l'autoroute. Selon une étude menée aux États-Unis, intitulée « Exploring Changing Travel Trends », le nombre moyen de kilomètres parcourus en véhicule par personne est en diminution.

Selon un rapport du Frontier Group intitulé « Transportation and the New Generation: Why Young People are Driving Less and What it Means for Transportation Policy », de plus en plus de jeunes Nord-Américains choisissent de ne pas conduire un véhicule privé; cela signifie qu'ils utilisent le transport en commun, qu'ils se déplacent à pied et en vélo. Ils ne prennent même pas la peine d'obtenir leur permis de conduire, parce qu'ils savent qu'un mode de vie plus actif est meilleur pour leur santé et pèse moins lourd sur leur portefeuille.

Les conséquences négatives de la position assise en voiture ne sont plus à démontrer. Dans un article intitulé « Obesity Relationships with Community Design, Physical Activity, and Time Spent in Cars », il a été établi que chaque heure supplémentaire passée dans une automobile, chaque jour, est associée à une augmentation de 6 p. 100 du risque d'obésité, tandis que chaque kilomètre supplémentaire parcouru chaque jour à pied est associé à une diminution de 4,8 p. 100 du risque d'obésité.

Nous savons que l'étalement des villes menace les terres agricoles et forestières. Dès lors qu'un champ a été recouvert d'asphalte, on ne peut plus l'utiliser pour faire pousser les aliments dont les citoyens du pays ont besoin pour survivre. Nous savons que la santé de nos bassins versants, de nos lacs et de nos cours d'eau est menacée par le lotissement et par les conséquences qu'engendre la présence d'une population importante à proximité.

Pour résoudre ce problème, la coalition a proposé une série de sept solutions visant à aider la Municipalité régionale de Halifax à s'engager sur la bonne voie. Ces solutions peuvent servir dans toutes les municipalités. Ici n'est pas l'endroit pour se perdre dans leurs détails, mais elles sont conçues de manière à être adoptées en bloc. Si on choisit de mettre en oeuvre une solution et non les autres, cela ne permet pas de créer le type de conservation nécessaire dans notre monde, qui est aux prises avec les défis du vieillissement de la population et du changement climatique.

Les sept solutions proposées par la municipalité sont les suivantes: aménagement de ceintures vertes; investissement dans le noyau des centres-villes; priorité aux transports en commun et aux transports actifs; adoption d'objectifs de croissance résidentielle; évaluation des droits d'aménagement; protection des ressources en eau, qui ne manquent pas dans la municipalité, en raison de nos lacs, de nos cours d'eau et de notre littoral; engagement à mesurer les succès et les lacunes des mesures identifiées.

#### • (1620)

La première solution, c'est-à-dire l'aménagement d'une ceinture verte, est une approche à plusieurs volets axée sur l'utilisation d'une frontière d'endiguement urbain qui nécessite que les villes fassent le meilleur usage possible des infrastructures en place.

La solution de l'aménagement d'une ceinture verte proposée par Our HRM Alliance se compose de quatre zones distinctes, mais étroitement liées, qui couvrent l'ensemble de la municipalité, en commençant peut-être par les zones les plus protégées et les corridors naturels, qui sont de bons endroits pour camper.

La deuxième catégorie concerne les ressources naturelles et l'agriculture. Nous ne pratiquons pas beaucoup l'agriculture dans la MRH, mais nous misons beaucoup sur la foresterie, et c'est donc dans cette catégorie que se trouvent nos activités dans ce domaine, ainsi que la pêche et la chasse.

Dans la troisième catégorie, il y a les collectivités rurales et les zones de gestion côtière, et dans la quatrième, le centre régional et les centres de croissance de la banlieue.

On demande donc à la municipalité de remplacer, de réparer et d'entretenir les conduites d'eau et d'égout qui sont déjà en place au lieu d'en construire de nouvelles. Dans la MRH, il existe suffisamment de terrains aménagés pour suffire aux besoins d'au moins 30 années de croissance, même dans un scénario de croissance élevée, et pourtant la municipalité approuve des extensions de conduites d'eau et d'égout. Les nouvelles normes fédérales exigeront que des améliorations importantes soient apportées aux conduites existantes; nous voulons donc savoir ce qui motive l'ajout d'infrastructures.

C'est une bonne chose d'obtenir de l'aide fédérale pour de nouveaux projets, mais la plupart des villes sont confrontées aux mêmes problèmes que ceux d'Halifax. Elles doivent entretenir les infrastructures existantes. Dans un rapport de l'Institut urbain du Canada intitulé *The Value of Investing in Canadian Downtowns*, on a validé ce point de vue.

La reconnaissance de cette situation par le gouvernement du Canada pourrait faire avancer la question de la conservation urbaine. Selon Ressources humaines et Développement des compétences Canada, en 2011, plus de 81 p. 100 de la population du pays vivait en zone urbaine. Il est essentiel de créer un ministère consacré à la conservation de ces zones urbaines.

La frontière d'endiguement urbain assurerait la préservation des terres agricoles et forestières à cette fin. Les milieux humides et les bassins versants seraient également protégés. Parallèlement, on pourrait investir dans le transport en commun dans les limites de la frontière d'endiguement urbain. Une vision fédérale du transport en commun appuierait ces mesures.

La deuxième solution d'Our HRM Alliance demande un investissement tripartite dans le noyau du centre-ville ainsi que dans les centres-villes et les rues principales des 50 autres centres de croissance municipaux dans la MRH. Les candidats à l'élection municipale ont reconnu que ce type d'investissement, tant qu'il est géré par le gouvernement fédéral, est essentiel à la conservation de toutes les zones urbanisées de la municipalité.

Enfin, le concept de conservation urbaine doit comprendre la préservation des espaces verts au sein des zones urbaines. Il doit également porter sur l'entretien des zones déjà construites. Lorsqu'on accorde la priorité à ces zones déjà construites, cela produit un effet dissuasif sur l'ajout de surfaces pavées dans la ville. Les villes peuvent croître et prospérer sans accroître leur empreinte de manière importante.

On devra faire les choses différemment pour répondre aux normes et aux attentes changeantes de la société, mais ce changement permettra l'existence d'un environnement urbain plus durable.

Merci beaucoup.

• (1625)

**Le président:** Merci beaucoup, monsieur Butler.

De nombreux membres du comité gardent un bon souvenir des beaux parcs naturels d'Halifax que vous nous avez fait visiter, et nous vous en remercions. C'était une très belle partie de notre voyage.

Nous allons entamer la série de questions de sept minutes. Chers collègues, j'aimerais vous rappeler la portée de l'étude.

J'aimerais remercier les représentants du Centre d'action écologique de l'avoir écrite au dos de leur document. Vous avez énuméré les sept questions de la portée de l'étude et vous avez trouvé des réponses. Nous vous en remercions.

Cela dit, voici les sept questions qui résument la portée de l'étude:

1. Qu'est-ce que la conservation urbaine?
2. Quels pourraient être les objectifs de rallier les citoyens du Canada autour de la conservation?
3. Quelles sont les meilleures pratiques au Canada en la matière?
4. Quelles sont les initiatives de conservation urbaine qui ont cours actuellement?
5. Quels sont les avantages de la conservation urbaine pour l'économie, la santé, la biodiversité et la société?
6. Comment définit-on un espace protégé?
7. Quel rôle devrait jouer le gouvernement fédéral?

Nous allons commencer la série de questions de sept minutes. Allez-y, monsieur Sopuck.

**M. Robert Sopuck (Dauphin—Swan River—Marquette, PCC):** Merci beaucoup, monsieur le président.

Merci à tous nos témoins de leurs paroles éclairées.

Monsieur Bienenstock, vous m'avez rappelé mon enfance à Winnipeg. En effet, j'ai profité de la liberté de parcourir mon environnement lorsque j'étais enfant. Même si je représente maintenant une circonscription rurale isolée pas plus grande que le Danemark, j'aime penser que le ruisseau près duquel je vivais à Winnipeg — et que j'ai adopté — m'a transmis cet amour de la nature qui m'a suivi toute ma vie et qui m'a poussé dans la voie que j'ai choisie.

Je partage vos inquiétudes au sujet des enfants qui ont une expérience limitée de la nature. Vous connaissez bien l'expression « trouble déficitaire de la nature ». Pouvez-vous nous parler des effets d'un manque d'exposition à la nature sur les enfants à mesure qu'ils grandissent? N'oubliez pas que nous avons passé la majorité des trois millions d'années de notre évolution dans la nature. Qu'arrive-t-il à un enfant qui souffre de trouble déficitaire de la nature?

**M. Adam Bienenstock:** Le trouble déficitaire de la nature est une expression inventée par Richard Louv, qui a écrit un livre intitulé *Last Child in the Woods* en 2005. Ce livre résume bien la question. Ces cinq dernières années, j'ai travaillé avec Richard et son comité de planification stratégique aux États-Unis.

Je vais vous donner quelques statistiques. En ce moment, un jeune de 8 à 18 ans vivant en Amérique du Nord passe en moyenne 52,5 heures par semaine devant un écran. N'oubliez pas qu'il s'agit d'une moyenne; cela signifie qu'un grand nombre d'entre eux passent jusqu'à 70 heures, et certains autres seulement 30 heures, devant un écran. La Kaiser Family Foundation a compilé ces statistiques il y a deux ans. Ses membres ne croyaient pas les statistiques lorsqu'ils les ont vues, alors ils ont effectué d'autres tests sur des milliers de personnes, et ils ont obtenu des résultats plus élevés.

Quels sont les effets? C'est la différence entre les jeunes qui passent 30 heures par semaine devant un écran et ceux qui y passent 70 heures. Quelle est cette différence? On a parlé d'une chose, d'un énoncé, qui illustre la différence entre eux. C'était que presque tous ceux du groupe qui passaient 30 heures devant un écran — c'est-à-dire 94 p. 100 d'entre eux — pouvaient se rappeler avoir vécu, avant l'âge de 8 ans, une expérience inoubliable, importante et décisive dans la nature en compagnie d'un adulte. Chez les enfants qui passaient 70 heures devant un écran, cette proportion était de 40 à 45 p. 100.

C'est un effet important. Dans certaines des recherches, on compare cela à l'apprentissage instinctif. Nous absorbons ces choses. En ce moment, dans la société, on s'emploie à veiller à ce que les enfants n'aient pas un moment pour apprendre de la nature.

Que signifient 40 heures par semaine sur le plan de la santé et du bien-être — c'est-à-dire 40 heures par semaine de moins devant un écran, et 40 heures de plus en activités d'engagement? Cela signifie que les enfants ne seront pas obèses. Pour la première fois dans l'histoire, nous, les adultes dans cette pièce, vivrons plus longtemps que nos enfants.

En effet, ils vont mourir plus jeunes, et ils vont coûter plus cher à la société, et c'est le grand changement. Par contre, s'ils sont actifs, cela épargnera beaucoup d'argent; on peut y arriver simplement, en les envoyant jouer dehors.

• (1630)

**M. Robert Sopuck:** J'aime beaucoup la distinction que vous faites entre l'éthique de conservation, l'intendance et l'engagement. Encore une fois, dans les régions rurales que je représente, on trouve que le mot «*intendance*» est beaucoup plus doux pour parler de nos interactions avec l'environnement que le mot «*environnement*» lui-même.

Monsieur Bienenstock, vous avez parlé de collaborations entre les secteurs public et privé dans le domaine de la conservation urbaine. Pensez-vous que les gens venant des régions rurales, et qui ont déjà intégré le concept d'intendance, pourraient travailler avec leurs homologues urbains pour leur apporter une expérience sur le terrain?

**M. Adam Bienenstock:** Il ne fait aucun doute qu'il faut regrouper ces parties.

Ce qu'il est intéressant de mentionner, bien sûr, c'est qu'en ce qui concerne cette statistique de 52,5 heures, il y a seulement une différence de trois heures pour les Canadiens qui vivent dans les régions rurales. En effet, c'est 49 heures en dehors des villes. Ce n'est pas une différence importante. Nous passons de plus en plus de temps à l'intérieur et devant nos écrans, mais évidemment, il est avantageux que les gens avec de l'expérience la communiquent aux autres. Ce sont les interactions entre les gens qui feront une différence. Par exemple, on invite des conservateurs de parcs nationaux dans les villes, où ils mènent différentes activités pour engager la population.

En ce moment, nous créons, au milieu de la ville, des parcs qui s'inspirent du parc national le plus près, afin que nos conservateurs de parcs nationaux disposent d'un endroit pour parler aux gens de choses qu'ils connaissent bien et pour mettre en oeuvre un programme visant à enseigner l'intendance.

**M. Robert Sopuck:** J'aimerais aussi que vous envisagiez une autre chose. Je ne sais pas si vous le faites déjà, mais les rivières occupent une place très importante dans la plupart de nos villes, et la pêche récréative urbaine est une activité très populaire. On pourrait s'en servir pour commencer à engager les jeunes.

**M. Adam Bienenstock:** Les pêcheurs, les chasseurs, vous savez... Récemment, je participais à une discussion au cours de laquelle les gens disaient qu'ils n'aimaient pas la façon dont Richard Louv essayait de sauver nos enfants du trouble déficitaire de la nature, car il appuyait les chasseurs. Nous devons prendre un virage sociétal spectaculaire, et nous en sommes encore très loin. Nous pouvons toujours nous demander si la chasse devrait être permise, ou si nous devrions nous consacrer à la photographie, etc. Lorsque les gens seront sur place, qu'ils seront engagés dans la nature et qu'ils apprendront des choses à son sujet — et les chasseurs sont de très bons conservateurs —, nous discuterons de la validité de ceci ou cela, mais en attendant, il faut s'occuper de questions plus urgentes.

Nous devrions absolument faire participer les pêcheurs récréatifs, les chasseurs, les cyclistes, les adeptes du vélo de montagne — tous ces gens.

**M. Robert Sopuck:** J'aime l'idée des cyclistes.

Monsieur Butler, dans votre exposé, vous avez utilisé beaucoup de mots qui transmettent l'idée selon laquelle «*commander et contrôler*» est la solution à la conservation urbaine. Vous avez utilisé une expression qui me rappelle un peu l'univers littéraire de George Orwell, et c'est «*l'endiguement urbain*», peu importe ce que cela signifie. Je comprends ce qui vous motive, je pense, mais dans la philosophie axée sur le commandement et le contrôle qui semble

émaner de votre exposé, envisagez-vous une façon d'améliorer les libertés individuelles dans nos villes?

• (1635)

**M. Mark Butler:** Nous constatons que l'étalement de la ville d'Halifax a engendré des coûts sur les plans financier et environnemental, et certaines banlieues et régions rurales sont en train de perdre les avantages auxquels elles tiennent. Vous avez parlé de la chasse et de la pêche. De nombreux membres de notre groupe viennent des régions rurales. Il y a quelques groupes de chasse et de pêche, et ce qui est important pour eux, c'est de protéger les terres qui entourent notre municipalité pour qu'on puisse profiter de la nature, de la chasse, de la pêche et des forêts.

Nous pensons qu'il peut être profitable de restreindre la croissance aux régions qui offrent les services de façon efficace, et de protéger ensuite les espaces verts autour de ces régions pour que les gens puissent y avoir accès.

**Le président:** Merci beaucoup.

Nous allons maintenant donner la parole à M. Pilon.

[Français]

**M. François Pilon (Laval—Les Îles, NPD):** Tout d'abord, je vous félicite tous. J'ai trouvé vos présentations très intéressantes.

Je vais commencer par M. Bienenstock, en abondant un peu dans le sens de mon ami M. Sopuck.

Vous dénoncez, et avec raison, le fait que la plupart des espaces verts et des terrains de jeux en milieu urbain sont devenus, au cours des années, des milieux asphaltés et stériles. Quel effet une meilleure conservation de nos espaces verts et de nos terrains de jeux en milieu urbain a-t-elle sur la santé des gens et sur l'économie du Canada en général?

[Traduction]

**M. Adam Bienenstock:** La question de la santé est importante et a fait l'objet d'un grand nombre de recherches. Les terrains de jeu sont importants pour nous. En effet, si vous permettez aux enfants de s'ébattre dans des espaces naturels où il y a des arbres, des collines, des rochers et des choses qui viennent de la nature, ils y passeront plus d'une heure, plus précisément une heure et quatre minutes, en moyenne. Toutefois, si vous les envoyez dans un espace meublé de plastique et d'acier, c'est-à-dire où l'on trouve des structures artificielles pour grimper et jouer, ils y passeront entre 19 et 22 minutes. Le temps qu'ils passent à être actifs dans la nature est donc beaucoup plus long.

ParticipACTION est l'un de nos partenaires, et l'organisme vient juste de se rendre compte que ce ne sont pas seulement les sports organisés et les sports de gazon qui font une différence dans la santé de nos enfants; ce sont aussi ces jeux libres. Nous parlons de ces espaces, car c'est là qu'ils jouent.

L'an dernier, Jeunes en forme Canada a désigné la nature comme étant l'un des facteurs les plus déterminants dans la santé de nos enfants. Il s'agit de l'une des façons les plus simples, faciles et peu coûteuses de faire une différence dans la santé de nos jeunes.

Si vous observez ce qui se passe sur un terrain de jeu ou un espace vert normal ou même sur un de ces terrains pavés, vous constaterez que ce sont surtout les jeunes de type A qui y pratiquent des activités physiques. En effet, environ 40 p. 100 des jeunes sont responsables de plus de 80 p. 100 des niveaux d'activité physique. Si vous les envoyez passer ce temps dans la nature, les choses s'équilibrent soudainement, car les enfants qui ont le plus à apprendre sur le plan de la maturité — c'est-à-dire ces jeunes qui jouent de façon agressive — commencent à se calmer, alors que ceux qui ne participent généralement pas aux activités physiques — c'est-à-dire ceux qui sont le plus obèses, qui ont des handicaps, des problèmes sur les plans culturel et social, et des phobies — augmentent leur niveau d'activité physique de façon exponentielle.

Même si ce sont les mêmes activités dans les deux environnements, les espaces naturels nous fournissent l'occasion de faire participer les jeunes qui en ont le plus besoin.

• (1640)

[Français]

**M. François Pilon:** Ma prochaine question s'adresse à Mme Gabor.

Selon vous, quel est l'équilibre essentiel à maintenir entre le développement urbain et la conservation urbaine, pour qu'un plan de conservation en milieu urbain soit valable pour les urbanistes et les écologistes?

**Mme Andrea Gabor:** Mon écouteur ne fonctionnait pas. Pouvez-vous répéter la question?

**M. François Pilon:** De toute évidence, les villes doivent grandir, mais il faut un certain équilibre entre le développement urbain et l'écologie. Selon vous, quel serait-il?

**Mme Andrea Gabor:** Il doit y avoir un équilibre. Je n'ai pas de statistique pour ça, mais je pense que tout le monde doit avoir la capacité d'avoir accès à des espaces verts et à des endroits pour jouer et pour jouir de la nature. Cela peut être dans des ravins, au bord de l'eau ou même dans des parcs près des écoles. Toutefois, il doit y avoir un bon équilibre, sinon les enfants n'auront pas l'occasion de jouer dans la nature et de jouir de celle-ci.

Je ne sais pas si j'ai bien répondu à votre question.

**M. François Pilon:** Oui. Les pourcentages sont à venir. On ne le sait pas, je comprends cela.

Ma prochaine question s'adresse à M. Butler.

La Nouvelle-Écosse est une province côtière. Si le gouvernement veut un plan de conservation en milieu urbain un tant soit peu respectable, il est donc primordial pour les provinces atlantiques que ce plan touche les eaux marines, en plus des espaces verts.

Quelle recommandation feriez-vous au gouvernement, en ce sens?

[Traduction]

**Mme Jennifer Powley:** En ce moment, la municipalité ne peut certainement pas s'engager dans cette voie, en raison des coupures que le gouvernement fédéral a effectuées...

**M. Mark Butler:** Vous avez parfaitement raison. Notre province est connue comme étant le terrain de jeu océanique du Canada, et les côtes sont très importantes pour nous; c'est pourquoi dans le cadre de la protection de nos espaces verts et de la création de ceintures vertes, il est essentiel de protéger nos côtes et de veiller à créer suffisamment de parcs côtiers pour que les gens puissent avoir accès aux plages. En effet, c'est là que se rendent la plupart des Haligonien pendant les journées chaudes de l'été.

Il est aussi important de maintenir l'accès aux côtes, car souvent, dans certaines de nos collectivités côtières, de nouveaux arrivants achètent un terrain et construisent très près de la côte, et la population n'y a plus accès. La protection de ces régions dans le cadre d'une approche planifiée de la croissance est importante. Nous savons que la ville va s'agrandir, mais nous ne voulons pas perdre les choses qui font en sorte que la vie vaut la peine d'être vécue, par exemple, pouvoir nous rendre à la plage l'été avec nos enfants ou — quelqu'un a parlé de la pêche — pouvoir aller pêcher sur un quai à Bedford Basin ou dans le centre-ville d'Halifax. Il y a trois semaines, je pêchais le maquereau et le calmar sur un quai de Bedford Basin. Que pourrait-on souhaiter de mieux?

[Français]

**M. François Pilon:** Il ne me reste pas beaucoup de temps. Vous pouvez répondre à tour de rôle, mais très rapidement.

À votre avis, quelle est la question de conservation urbaine la plus pressante, pour l'instant?

N'importe qui peut répondre. Monsieur Bienenstock, allez-y.

[Traduction]

**Le président:** Votre temps est écoulé, alors veuillez répondre brièvement.

**M. Adam Bienenstock:** La question la plus pressante, c'est de savoir qui composera la prochaine génération de conservateurs urbains. Où est leur sens d'appartenance au monde naturel? D'où viendra leur sens de l'identité canadienne?

Au Canada, nous étions traditionnellement proches de la nature, et nous sommes en train de perdre cette caractéristique. Une génération au complet est en train de lui dire adieu. Nous ne sommes pas en train de grimper la falaise; nous sommes plutôt au bord du gouffre et nous allons bientôt tomber. Il faut donc reconnaître que nous devons voler ou nous allons nous écraser, et ce que nous faisons maintenant est important.

• (1645)

**Le président:** Merci.

Le temps est écoulé.

Madame Ambler, vous avez sept minutes pour poser vos questions.

**Mme Stella Ambler (Mississauga-Sud, PCC):** Merci, monsieur le président, et merci à tous les témoins d'être ici aujourd'hui. Vos exposés étaient très intéressants.

Monsieur Bienenstock, c'est attristant... Vous avez tout à fait raison concernant l'aire de vie. On ne me l'avait jamais présenté comme ça, mais c'est bien vrai. En tant que mère d'un enfant de 13 ans qui vit en banlieue, je me demandais si je m'inquiétais simplement plus que ma mère, mais les temps ont changé. Je laisse mon fils se promener dans le quartier et se rendre au parc situé près de chez nous. Il y a un petit étang artificiel, des balançoires et ce genre de choses, mais je ne laisse pas mon fils de 13 ans y aller seul. Je pense que la vie est différente de celle que nous avons connue.

Je veux en savoir plus sur votre travail. Comment vous y prenez-vous exactement, concernant le retrait de l'asphalte? Comment décidez-vous où il faut la retirer, et quelles mesures prenez-vous ensuite? Pouvez-vous nous donner un exemple du type de travail que vous faites et des terrains de jeu naturels que vous aménagez?

**M. Adam Bienenstock:** Avec plaisir.

Nous aménageons toutes sortes de terrains de jeu. Au fond, nous pouvons modifier tous les terrains où il y a des installations de plastique et d'acier. Je vais vous donner divers exemples.

Les responsables d'une école privée peuvent nous demander de retirer les jeux en plastique et en acier, comme à l'école Bishop Strachan du centre-ville de Toronto. Les jeux sont restés là un an et demi, ils ont coûté 95 000 \$, et trois enfants se sont cassé le bras de suite. C'est la fracture typique de l'os de l'avant-bras survenue à cause d'une glissade ou d'une balançoire. Les gens de l'école en avaient assez et se sont dit que c'était de la folie. Ils nous ont demandé de l'aide concernant le programme d'apprentissage par l'expérience de Reggio Emilia qu'ils mettent en oeuvre et les installations de caoutchouc, de plastique et d'acier dans la cour de récréation à terrain plat.

Nous retirons tous les jeux et nous aménageons des buttes munies de glissades. Notre structure de jeu est un arbre couché par terre. Les enfants peuvent escalader un rocher et jouer dans des forts. Au lieu de mettre l'accent sur les activités motrices simples, nous tenons compte de tous les aspects du développement de l'enfant.

Les statistiques indiquent que l'intimidation a diminué de 90 p. 100 et le vandalisme, de 70 p. 100. Le taux de blessure est moindre également. Personne ne s'est infligé de blessure grave jusqu'ici.

Nous travaillons aussi aux parcs municipaux. Nous tenons des consultations avec la ville, qui choisit qu'est-ce qui va remplacer les installations existantes.

Nous consultons toujours les collectivités. La réussite du projet repose seulement en partie sur son volet qui consiste à reverdir les lieux. La façon d'animer les lieux et le déroulement des consultations ont aussi une influence. Pour que le projet soit une réussite, les gens doivent sentir qu'il leur appartient. Le résultat dépend de la façon dont les gens prennent les décisions et de la façon d'organiser les activités après les modifications. C'est pourquoi nous collaborons avec la Fédération canadienne de la faune, ParticipAction, Parcs Canada, Right to Play et Scouts Canada. Ces organisations offrent toutes des programmes d'animation. Nous devons animer les espaces. Comme ce n'est pas suffisant de les aménager, nous participons aux discussions sur l'animation des lieux.

Un autre exemple bref, c'est le parc Moss du centre-ville de Toronto, dont les statistiques n'étaient pas très reluisantes. Un commanditaire a financé le projet que la collectivité a réalisé avec nous pour reverdir le parc. Nous nous sommes inspirés du parc national des Îles-de-la-Baie-Georgienne. Parcs Canada a mis en oeuvre un programme pour attirer les jeunes, qui sont devenus scouts. Un groupe scout a aussi été mis sur pied, mais le projet est tombé à l'eau.

Individuellement, les groupes d'intérêt ne pourraient pas réaliser leurs projets. Mais si nous collaborons tous ensemble et que nous faisons une bonne planification, nous pouvons procéder à un changement social complet. La participation a augmenté, et le crime a diminué. Le parc était un lieu de rendez-vous pour acheter du crack, mais ce n'est plus le cas grâce à tous les changements récents. C'est toujours ce qui arrive lorsqu'on travaille de la sorte.

**Mme Stella Ambler:** C'est merveilleux. Les statistiques sont renversantes. Je suis étonnée de parler d'intimidation au comité de l'environnement, mais je vous remercie. J'aime le terme « reverdir ».

Vous avez parlé des PPP. J'ai ri quand vous avez dit que le gouvernement n'avait plus l'argent nécessaire. Je veux en savoir plus sur les PPP et sur la façon dont ils peuvent fonctionner selon vous.

Avez-vous travaillé en PPP pour aménager des terrains de jeu naturels?

• (1650)

**M. Adam Bienenstock:** Oui. Le dernier projet que j'ai décrit est un exemple parfait.

**Mme Stella Ambler:** Vous avez parlé d'un commanditaire.

**M. Adam Bienenstock:** Un commanditaire a versé 150 000 \$ pour que le projet se concrétise. Nous avons obtenu le soutien d'une organisation caritative nationale et de ParticipAction, qui s'est impliqué dans la façon de collaborer avec la collectivité pour élaborer certains programmes.

**Mme Stella Ambler:** Le fédéral pourrait donc participer au financement.

**M. Adam Bienenstock:** Oui.

Ce qui est décevant jusqu'à maintenant, c'est que la contribution de tous nos partenaires fédéraux n'égale même pas les impôts liés aux projets. Ça complique notre travail. Si je n'étais pas convaincu qu'il faut attirer plus de gens dans les parcs nationaux, nous ne pourrions sans doute pas justifier les dépenses que les projets entraînent.

Nous devons trouver un partenaire fédéral prêt à investir aussi dans un certain nombre de partenariats pour qu'ils fonctionnent un peu mieux.

**Mme Stella Ambler:** Je suis contente que nous puissions discuter aujourd'hui durant notre étude sur la conservation urbaine.

Que pensent les parents et les collectivités de vos espaces naturels?

**M. Adam Bienenstock:** Concernant les espaces reverdis, j'ai une brève histoire à vous raconter. Une mère m'a dit qu'elle me haïssait.

**Mme Stella Ambler:** Pourquoi?

**M. Adam Bienenstock:** Cette femme me haïssait, parce que ses journées étaient mieux planifiées avant les modifications apportées au parc. Ses enfants s'ennuyaient après 20 minutes, et ils retournaient à la maison. Maintenant, ses enfants s'amuse une heure et se prennent pour un avion, un cheval, etc. Elle ne sait pas à quoi ils jouent, mais ses enfants ne veulent pas s'arrêter. Elle ne peut pas les contrôler.

**Mme Stella Ambler:** La mère ne peut pas quitter le terrain de jeu...

**M. Adam Bienenstock:** La nature en milieu urbain ravive nos souvenirs. Nous sommes directement rattachés au principe de l'évolution. Nous étions des chasseurs-cueilleurs. La nature réactive notre imagination et permet aux gens de changer. Au fond, c'est...

Je dois simplement répondre à la question de M. Pilon, qui est liée à la vôtre. La valeur des propriétés situées tout juste à côté des parcs réaménagés augmente toujours d'environ 20 p. 100. Les villes peuvent prélever davantage de taxes. L'augmentation de la valeur des propriétés est bien supérieure dans les quartiers défavorisés.

**Mme Stella Ambler:** Excellent, merci.

**Le président:** Votre temps est écoulé.

J'espère que vous allez parler des espaces verts protégés, des difficultés liées à la pêche et de ce genre de questions. Nous devons profiter des zones vulnérables et continuer de les protéger.

Madame Sgro, pour sept minutes. Bienvenue au comité.

**L'hon. Judy Sgro (York-Ouest, Lib.):** Merci beaucoup. Je remplace ma collègue, qui a dû partir.

Monsieur Bienenstock, j'ai vu plusieurs de vos réalisations à Toronto, qui ont une grande influence sur la collectivité.

Sans parler du gouvernement, les promoteurs veulent-ils travailler en partenariat avec vous et veillent-ils à ce que vous ayez les fonds nécessaires ?

**M. Adam Bienenstock:** Les promoteurs qui nous aident sont ceux qui ont une vision. S'il n'y a pas de loi ou de règlements pour promouvoir les espaces verts, les promoteurs font dans la facilité. C'est leur objectif initial. Il faut exiger que les promoteurs investissent dans les terrains de jeu. Mais nous ne faisons pas dans la facilité. Nous ne demandons pas simplement de choisir un projet dans un catalogue. Le processus exige une réflexion. Nous devons trouver un projet adapté au secteur et le réaliser en vue de répondre aux besoins de la collectivité. C'est impossible d'y arriver avec un catalogue. En fait, nous n'en avons pas; c'est inutile.

**L'hon. Judy Sgro:** Nous ne voudrions pas que vous ayez un catalogue.

**M. Adam Bienenstock:** C'est très difficile à justifier pour un promoteur. Collingwood est une réussite pour nous, parce qu'il y a des règles d'urbanisme à ce chapitre. L'urbaniste est membre de l'institut ou de l'association, et il s'est employé à faire adopter un règlement pour que les promoteurs se penchent sur la question. C'est pourquoi nos projets réussissent mieux dans cette ville.

• (1655)

**L'hon. Judy Sgro:** Pouvez-vous nommer une ville au Canada qui utilise un modèle sain et qui veille à vous offrir des occasions?

**M. Adam Bienenstock:** Pour être honnête, je suis très enthousiaste à propos de Collingwood. L'urbaniste s'appelle Robert Voigt. La ville a produit un excellent document. Elle se fonde sur les résultats, sur le lien avec la collectivité et sur la conservation de son principal actif, la beauté de la nature. La ville concentre ses efforts là-dessus.

L'approche n'est pas normative, mais elle est axée sur les résultats. Une personne comme moi ou les promoteurs peuvent interpréter les règles, mais il faut quand même reverdir l'espace, consulter la collectivité et mettre à profit la faune et la flore locales.

**L'hon. Judy Sgro:** Monsieur Butler et madame Powley, pouvez-vous donner un certain nombre d'avantages liés à votre travail dans la région d'Halifax et à votre position claire en faveur de l'environnement et de la conservation en milieu urbain?

**M. Mark Butler:** Nous avons formé une alliance de groupes très différents, des gens d'affaires, des groupes environnementaux et des organisations qui font la promotion de la santé. Pour diverses raisons, ces groupes soutiennent tous la ceinture de verdure et la bonne planification. Nos efforts ont permis d'établir trois grandes

zones protégées à 15 ou 20 minutes du centre-ville d'Halifax. C'est une belle occasion et c'est bon pour la qualité de vie des résidents. Je pense qu'en fin de compte, ce projet rehausse beaucoup l'attrait d'Halifax.

J'espère que je ne me répète pas, mais la croissance contrôlée et orientée a des avantages sur les plans financier, économique, environnemental et sanitaire.

Veillez m'excuser; Jen et moi discutons simplement de la réponse à fournir.

Jen souligne que la planification adéquate crée des occasions et favorise une bonne qualité de vie en ville, en banlieue et à la campagne. Bien des gens à la campagne appuient notre travail, parce qu'ils veulent protéger leur qualité de vie et leurs activités récréatives.

Avons-nous répondu à votre question?

**L'hon. Judy Sgro:** Oui, mais la planification adéquate, ça dépend souvent des opinions ou de la ville concernée. Quelle note donnez-vous à la région d'Halifax pour la planification?

**Mme Jennifer Powley:** La planification est excellente, mais il faut poursuivre sur cette lancée.

**M. Mark Butler:** Il faut s'en tenir au plan, s'il est bon; il n'a pas été élaboré pour rien. Je pense que nous sommes tous d'accord qu'il faut suivre le plan.

L'élection municipale a eu lieu samedi. Je dirais qu'une des grandes questions portait sur le besoin de s'en tenir au plan. Au fil du temps, une croissance qui entraîne des services trop coûteux peut mettre la ville en faillite. Jusqu'à un certain point, nous avons laissé le développement orienter la planification au lieu de nous demander qu'est-ce qui est préférable pour tous les résidents de la ville.

**L'hon. Judy Sgro:** Félicitations pour votre nouveau maire.

**M. Mark Butler:** Oui.

**L'hon. Judy Sgro:** Je le connais bien. Votre maire a à cœur l'environnement, etc. Je suis convaincue que l'environnement sera protégé et que la conservation sera prioritaire, grâce au plan et à la surveillance de Mme Powley et vous. Félicitations à vous deux.

• (1700)

**M. Mark Butler:** Merci. Nous sommes très confiants, désormais.

**L'hon. Judy Sgro:** Bien. Nous allons tous nous tenir au courant et suivre les développements. J'espère que tout s passera bien.

Madame Gabor, vous avez beaucoup travaillé à l'urbanisme de villes comme Toronto. Concernant la densité des grandes villes, il y a de moins en moins d'espace pour réaliser le genre de merveilleux projets dont a parlé M. Bienenstock. Dans quelle mesure collaborez-vous avec les urbanistes de Toronto?

**Mme Andrea Gabor:** Nous sommes en étroite collaboration. Nous travaillons beaucoup, dans le secteur public ou privé. Nous déployons des efforts d'un côté comme de l'autre.

**L'hon. Judy Sgro:** Partout à Toronto, il y a toujours plus de grues et toujours moins d'espaces verts. La ville a-t-elle adopté une politique de conservation des terres, ou est-ce qu'elle continue...?

**Mme Andrea Gabor:** Non, mais je crois que l'initiative visant le secteur riverain de Toronto produit maintenant des résultats. Des parcs vraiment formidables ont pu y être ouverts au cours des dernières années. Je pense à Cherry Beach, mais le plus important selon moi, dans une perspective de développement durable, est Sherbourne Commons, un parc de gestion des eaux pluviales. L'eau y est traitée sous terre, ce qui permet de créer à la surface des aires de barbotage avec jaillissement pour les enfants et une patinoire en hiver. Je ne sais pas si vous avez eu la chance de le voir, mais les eaux traitées sous la surface du sol rejaillissent à partir de tours au profil artistique qui renvoient l'eau épurée dans un canal à destination du lac Ontario.

**L'hon. Judy Sgro:** Merci beaucoup.

**Le président:** Vous n'avez plus de temps. Merci énormément.

Nous allons maintenant débiter le tour où chacun aura droit à cinq minutes.

[Français]

Madame Quach, la parole est à vous.

**Mme Anne Minh-Thu Quach (Beauharnois—Salaberry, NPD):** Merci, monsieur le président.

Merci à vous tous de vous être présentés devant le comité.

[Traduction]

Je vais vous parler en français.

[Français]

Ma première question s'adresse à Mme Andrea Gabor ou à M. David Wise.

Vous avez parlé de transport urbain et de transport actif. Vous avez aussi parlé d'infrastructures du fédéral pour des maisons LEED et de durabilité.

J'ai rencontré deux chercheurs de l'Institut de recherche et d'informations socioéconomiques, à Montréal, qui m'ont parlé d'un rapport paru aux États-Unis faisant état des meilleures pratiques sur le plan de l'efficacité. Cela s'intitule « *Energy Efficiency Job Creation: Real World Experiences* ». On y parle de rénover des quartiers pour les rendre plus énergétiques. Cela crée de l'emploi et n'utilise pas non plus de pétrole.

À la fin de votre document, vous énoncez quatre recommandations, lesquelles touchent les pratiques exemplaires, la source de financement et l'examen des normes fédérales. Comment voyez-vous le rôle du gouvernement fédéral dans les types de constructions éconergétiques? Également, quels seraient les avantages économiques, sociaux et pour la santé d'une telle action du fédéral?

[Traduction]

**M. David Wise:** Merci beaucoup.

Nous croyons certes que le gouvernement fédéral a un rôle primordial à jouer. Par l'intermédiaire de ses différentes agences, il pourrait notamment assurer l'accès à une source fiable pour la recherche et l'innovation .

La SCHL effectue d'ailleurs un travail admirable à ce chapitre. À ce titre, je peux vous citer l'exemple récent de Kamloops, en Colombie-Britannique, où l'on a érigé la maison EQUilibrium, une résidence à consommation énergétique nette zéro bâtie à peu de frais au moyen de méthodes qui pourraient être reprises pour d'autres types de constructions.

C'est un projet d'autant plus intéressant qu'il a été réalisé dans la réserve de la bande indienne Tk'emlúps par la Sun Rivers Development Corporation. L'Université Thompson Rivers a aussi participé à l'aventure qui a donc su rallier un large éventail d'intérêts divers pour la réussite de l'entreprise. C'est le genre de dossier où le gouvernement fédéral peut mettre à profit le pouvoir de ses sociétés d'État et les ressources en recherche et innovation à sa disposition aux fins de la réalisation de projets pilotes pour mettre de l'avant de nouveaux concepts créatifs qui peuvent être autant de pistes de solution à l'égard des difficultés que nous devons surmonter.

Je crois que votre autre question concernait... Désolé, je pense qu'il y avait une deuxième partie à votre question.

[Français]

**Mme Anne Minh-Thu Quach:** Oui. Cela portait sur des normes qu'on peut instaurer en matière de construction. J'aimerais savoir quels sont les avantages de l'énergie verte et de la création d'infrastructures vertes sur le plan de la santé, de l'économie et de la création d'emplois.

[Traduction]

**M. David Wise:** C'est également très intéressant. Il va de soi que les normes de certification LEED, qu'il s'agisse de l'argent, du bronze, de l'or ou du platine, prennent désormais beaucoup de place dans l'industrie. Ces normes ont vraiment contribué à hausser les exigences à remplir. L'Ontario a désormais un code du bâtiment beaucoup plus contraignant, qui permet tout au moins de pouvoir compter sur les indicateurs mesurables que l'on réclamait et de mieux savoir où on s'en va.

Il est vraiment essentiel de pouvoir quantifier les choses, comprendre les valeurs qui leur sont attribuées et effectuer des comparaisons. Bien que les normes LEED ne soient pas parfaites, elles nous fournissent certes un mécanisme capable de produire des indicateurs semblables et de mesurer ce genre de choses.

LEED-ND sera dorénavant la norme qui régira le développement local et les plans d'aménagement du territoire. Cette norme inclut une grande variété d'indicateurs fort intéressants qui pourraient avoir des impacts considérables. Ces indicateurs concernent notamment l'accès, la densité, l'accès à des parcs et la densité résidentielle globale. Tous ces éléments sont précieux, car s'ils ne constituent pas des solutions en eux-mêmes, ils fournissent une base mesurable permettant de comparer différents secteurs de performance. On peut par exemple établir la comparaison entre un lotissement résidentiel satisfaisant à la norme LEED-ND et un autre plus traditionnel. En fonction des différents indicateurs de rendement, on pourra évaluer la situation et déterminer si des progrès sont réalisés.

• (1705)

[Français]

**Mme Anne Minh-Thu Quach:** Merci beaucoup.

[Traduction]

**Le président:** Madame Quach, merci.

Le suivant est M. Lunney.

**M. James Lunney (Nanaimo—Alberni, PCC):** Merci, monsieur le président.

Monsieur Butler, je tiens à vous remercier pour votre accueil lors de la visite que certains membres du comité ont effectué à l'île Micou. Je veux également vous féliciter pour le formidable partenariat que vous avez établi avec la St. Margaret's Bay Stewardship Association et le ministère des Ressources naturelles de votre province. Tout passe par des partenariats de nos jours. L'excursion jusqu'à Indian Point pour visiter une moulière a été très instructive. Nous avons pu voir les tuniciers, une expérience que nous ne sommes pas prêts d'oublier, et constater sur place les difficultés posées par une espèce envahissante, ou une espèce se retrouvant là où elle n'avait pas l'habitude d'être.

Nous avons aussi marché le long d'une rivière qui a bénéficié de vos efforts de mise en valeur du saumon et du travail des gardiens des cours d'eau. Je sais que les projets semblables sont très populaires dans l'Ouest du pays et mobilisent de nombreux intervenants. Je voulais juste prendre un instant pour vous dire à quel point nous avons apprécié le temps passé avec vous dans l'autobus à visiter tous ces merveilleux endroits où votre travail a vraiment fait une différence.

Pourriez-vous nous glisser un mot de l'engagement des citoyens locaux dans les projets dont vous nous avez parlé?

**M. Mark Butler:** C'est un aspect essentiel. Il s'agit d'offrir aux gens la possibilité d'améliorer leur qualité de vie en leur donnant l'occasion d'interagir avec la nature sans avoir à parcourir de longues distances. Vous avez parlé de la baie St. Margaret, un bel endroit rempli d'histoires, et des efforts consentis par la collectivité locale et d'autres partenaires, autant fédéraux que provinciaux, pour protéger cette île que nous avons visitée. Ainsi, parallèlement au développement qui se poursuit dans la région, les citoyens peuvent toujours compter sur cette île pour que leurs enfants puissent connaître les joies de la plage.

Vous avez aussi mentionné la rivière Sackville où nous avons l'habitude de pêcher le gasparot à l'épuisette. On y trouve encore du saumon. Le Canada atlantique n'est malheureusement plus une région aussi riche en saumon, mais il y a encore du saumon de l'Atlantique dans certaines de nos rivières. Le saumon de l'Atlantique remonte jusqu'à la rivière Sackville, un secteur très bien aménagé, en passant par le port de Halifax et le bassin de Bedford. Il s'agit alors de s'assurer que la qualité de l'eau n'est pas affectée et que le

développement est ciblé dans certains secteurs afin que les gens puissent toujours marcher le long de la rivière et que les pêcheurs à la ligne puissent pratiquer leur sport favori. Il faut voir à ce que les enfants aient toujours accès à des aires de jeux.

**M. James Lunney:** Monsieur Bienstock, merci pour vos observations de tout à l'heure. Cette zone de liberté d'environ 150 mètres est un nouveau concept pour nous.

J'ai grandi au Manitoba, près de la rivière Rouge. En hiver, nous traversions la rivière en raquette pour ensuite nous amuser à remonter et redescendre ses rives en jouant dans les buissons qui la longent. C'était une autre époque.

Vous avez indiqué que lorsqu'un parc doté d'installations de plastique et de métal est remis à son état naturel, le temps de jeu des enfants passe d'une moyenne de 20 ou 22 minutes — je n'ai pas très bien saisi les chiffres. On arrive à quel temps de jeu exactement?

• (1710)

**M. Adam Bienstock:** C'est multiplié par trois.

**M. James Lunney:** Trois fois plus de temps.

**M. Adam Bienstock:** Oui, si on les laisse trouver leurs propres jeux, c'est un facteur multiplicatif de trois, et plutôt que de voir seulement 40 p. 100 des enfants se partager 90 p. 100 de l'activité physique, on constate qu'ils entrent tous en action. Les 60 p. 100 qui étaient inactifs auparavant participent maintenant aux jeux.

**M. James Lunney:** Vous avez parlé des liens avec la nature et des nombreux avantages qui en découlent. Dans mon coin de pays, les gens de la Première nation locale ont l'habitude d'utiliser l'expression *Hishuk ish tsawalk* qui signifie en langue nuu-chah-nulth « tout ne fait qu'un ». Cela veut dire que nous faisons partie de la nature et que la nature fait partie de nous. Il est difficile d'agir sans en tenir compte et lorsque nous nous risquons à le faire, les effets pour la société sont dévastateurs.

Vous avez mentionné les leviers que le gouvernement peut actionner pour faire changer les choses. Je ne les ai pas tous notés, mais j'aimerais revenir au troisième et au quatrième. Vous avez cité les mesures visant à « mettre tous les enfants dehors ». L'idée me plaît beaucoup. Vous avez parlé de crédits d'impôt pour accroître la biodiversité. Quel était le troisième levier? Pourriez-vous nous rappeler vos troisième et quatrième points?

**M. Adam Bienstock:** Le dernier concerne le financement, c'est-à-dire les mesures fiscales et législatives concernant la façon dont les fonds sont utilisés. Il y a des écoles qui illustrent merveilleusement bien ce qu'on peut réaliser en mobilisant les gens aux fins de la sensibilisation active à la vie au grand air. Il y a par exemple l'école extérieure de North Vancouver. Je pense aussi au Centre de formation des Palissades. Il faut aider les écoles semblables. Elles connaissent des difficultés et ne reçoivent aucun financement. Si nous n'établissons pas une approche pédagogique de l'éducation en pleine nature dans ces villes, tout cela deviendra bientôt chose impossible.

Il faut également pouvoir compter sur un plus grand nombre de gardiens et de programmes d'intendance pour les parcs urbains, et collaborer davantage avec les gens qui interviennent déjà à ce niveau.

**Le président:** Merci. Malheureusement, vous n'avez plus de temps.

[Français]

Monsieur Choquette, vous disposez de cinq minutes.

**M. François Choquette (Drummond, NPD):** Merci, monsieur le président.

Je remercie les témoins d'être avec nous aujourd'hui.

Ma question s'adresse à M. Butler et à Mme Powley.

Bien sûr, nous avons présentement de la conservation urbaine. Cela s'insère aussi dans le plan national de conservation que nous avons étudié récemment. Nous ne faisons qu'approfondir tout cela. Il faut voir la conservation urbaine dans son ensemble. Vous l'avez bien mentionné et d'autres témoins l'ont mentionné également. Il faut viser la santé psychologique et physique de l'être humain. Il ne faut pas oublier non plus la lutte contre les changements climatiques. À cet égard, des recherches ont été faites récemment sur ce qu'on appelle les emplois climatiques, soit les emplois qui permettent de faire la lutte contre les changements climatiques. On a parlé de la science et ainsi de suite.

Vous avez aussi mentionné qu'on doit s'assurer d'être près des milieux naturels, pour ne pas avoir à voyager en automobile pendant une ou deux heures pour s'y rendre.

Le rôle du gouvernement dans tout cela, voilà ce qui m'intéresse. Il faut dire que beaucoup de paliers de gouvernement sont impliqués dans ces secteurs. Il y a les paliers municipal et provincial, mais que peut faire le gouvernement fédéral?

Vous avez suggéré de créer un portefeuille à ce sujet. Quelle est exactement votre idée derrière tout ça? Y a-t-il d'autres choses que le gouvernement pourrait faire, par exemple établir des règles environnementales plus strictes et laisser place à la recherche, à la science et à l'innovation?

**M. Mark Butler:** Je vous remercie de la question.

[Traduction]

Nous allons nous consulter un instant.

C'est une question plutôt complexe. D'une certaine manière, le gouvernement fédéral n'a qu'un rôle limité à jouer en matière d'aménagement urbain. Ce sont les municipalités qui prennent bon nombre des décisions clés quant à la croissance des villes. Le mode de développement de notre ville est l'élément le plus important pouvant influencer sur notre qualité de vie; c'est ce qui détermine comment nous allons nous déplacer, si nous allons être coincés dans la circulation et toutes les choses de la sorte.

C'est peut-être une affirmation lourde de conséquences, mais le gouvernement fédéral peut intervenir en reconnaissant à quel point la protection de l'environnement est primordiale pour notre identité nationale et l'avenir de nos enfants, et à quel point la nature peut nous apprendre beaucoup de choses.

J'ai un fils et, comme l'indiquait M. Bienenstock, la plage est le meilleur terrain de jeu que l'on puisse imaginer pour lui. Comme les autres enfants, on peut le laisser aller et il ne revient qu'à l'heure du souper.

Il faut sauvegarder les endroits semblables et adopter pour ce faire des lois, qu'elles concernent les pêches ou un autre sujet, pour protéger la nature. C'est vraiment important pour notre santé mentale et le sain développement de notre pays.

• (1715)

[Français]

**M. François Choquette:** Merci beaucoup.

Je comprends qu'il faille avoir une loi très forte. Vous avez donné comme exemples les ceintures vertes, le parc de la Rouge et le parc

Evergreen Brick Works. Est-ce que ce sont des exemples qu'on devrait répéter un peu partout dans les municipalités?

Je pense à la municipalité de Drummondville, dans ma circonscription, une ville de taille moyenne où il y a de plus en plus d'étalement urbain. Tout à l'heure, on a dit que les centres-villes avaient effectivement de moins en moins de vitalité. Ils la perdent au profit de l'étalement urbain. Il y a beaucoup de déforestation à Drummondville, même si nous avons encore beaucoup d'arbres. Il y a également beaucoup de fragmentation de notre environnement.

Comment peut-on pallier ce problème? Le gouvernement devrait-il justement avoir une stratégie? Vous avez parlé de plans d'urbanisme. Le gouvernement fédéral, en coopération avec les provinces ou les municipalités, devrait-il s'impliquer davantage?

[Traduction]

**Le président:** Veuillez répondre très brièvement. Il nous reste environ 20 secondes.

**M. Mark Butler:** La réponse est oui. Comme l'indiquait l'intervenant précédent, le recours à des mécanismes comme les crédits d'impôt est très attrayant et peut encourager une vie active. Il existe des crédits d'impôt pour l'activité physique, mais il faudrait qu'ils puissent s'appliquer de façon plus large.

Le parc Rouge est une initiative fort intéressante qui pourrait changer notre façon de voir les parcs. Ce ne sont plus nécessairement des endroits très éloignés; ils peuvent être à proximité. Il est bien sûr très avantageux d'avoir des parcs aussi accessibles; il serait formidable de pouvoir compter sur un plus grand nombre de parcs urbains. Je crois d'ailleurs que le parc Rouge fait partie de la ceinture de verdure de la ville de Toronto.

Il faut que nous travaillions tous ensemble, aux échelons provincial, fédéral et régional, pour créer un réseau d'espaces verts non seulement accessibles, mais accessibles à tous.

**Le président:** Monsieur Butler, je dois malheureusement vous interrompre faute de temps. Merci.

Monsieur Woodworth, vous avez cinq minutes.

**M. Stephen Woodworth (Kitchener-Centre, PCC):** Merci beaucoup. Je me réjouis de vous voir, monsieur Butler et madame Powley, et je vous remercie de votre participation. J'espère bien revenir à cette question de l'accessibilité tout à l'heure pour que vous puissiez terminer ce que vous aviez commencé à nous dire. Merci également aux témoins ici présents.

Je n'ai qu'une ou deux questions, mais j'aimerais en guise de préambule vous livrer quelques réflexions personnelles qui m'ont amené à ces interrogations. Je veux d'abord remercier tout spécialement M. Bienenstock pour son analyse générale que j'ai beaucoup appréciée.

Je pense que vous avez vraiment fait bien ressortir les incidences sociales du sujet qui nous intéresse. Ce faisant, vous m'avez ramené, comme vous l'avez fait pour certains de mes collègues, à l'époque où j'ai commencé à m'intéresser à ces questions. Je dois vous dire que je suis un adepte du canot; une véritable passion pour moi. C'est en pleine nature que j'ai vécu les jours les plus enrichissants et les plus heureux de ma vie. En vous écoutant, je me demandais comment j'ai pu en arriver là, moi qui ai grandi en ville.

Il y a deux ou trois choses qui ont changé depuis mon enfance. Il y a notamment le fait que notre ville ne comptait alors que 80 000 ou 90 000 habitants. Il y en a maintenant autour de 230 000. À l'époque, il suffisait d'une courte randonnée en bicyclette ou même d'une heure ou deux de marche pour nous retrouver dans les champs et les forêts qui sont devenus nos lieux de prédilection.

Je constate par ailleurs que la génération de mes parents avait davantage que la nôtre le souci d'éduquer les plus jeunes. Dans ma communauté, il y avait toujours des gens disposés à mener les troupes de guides et de scouts à la découverte de milieux naturels. Je ne pense pas que les adultes de ma génération en ont fait autant pour nos enfants.

Troisièmement, et je regrette d'avoir à le dire, la population du Canada ne dépassait pas à l'époque les 20 millions, alors qu'il y a maintenant 30 millions de Canadiens.

Le seul aspect au sujet duquel je me dissocierais de votre analyse, monsieur Bienstock, est qu'il y a maintenant presque trop de visiteurs dans certains parcs. Le parc provincial Algonquin est presque désormais domestiqué; ce n'est plus vraiment un parc sauvage comme je me plais à les imaginer. Je me suis donc tourné vers Quetico, un parc provincial autrefois encore plus sauvage, mais j'ai croisé un nombre effarant de pêcheurs américains, ce qui m'a obligé à m'enfoncer encore plus loin dans la nature. Tout cela pour vous dire que je me rends bien compte, à la lumière des exposés que nous avons entendus aujourd'hui, que l'accès à des espaces verts a été une chose très importante pour l'enfant que j'étais.

Je trouve fort intéressant le concept d'aménagement d'une ceinture verte mis de l'avant par Mme Powley et M. Butler, mais je me demande comment je peux y contribuer dans la sphère de compétence fédérale. Un seul mécanisme me vient à l'esprit, à savoir les incitatifs que nous pouvons offrir pour le financement des infrastructures. Pourrions-nous rendre ce financement conditionnel à la mise en place d'espaces verts suffisants ou obliger les villes à l'utiliser uniquement pour le réaménagement de leurs quartiers centraux? J'en reviens donc à me demander si c'est vraiment notre rôle de prendre des décisions à ce sujet et de dicter des priorités aux autorités locales. Je ne suis vraiment pas sûr que ce soit à nous de faire cela.

J'aimerais bien tirer tout cela au clair de manière à mieux voir venir les choses. Est-il préférable que ces décisions soient prises ici même à Ottawa ou bien dans les villes concernées? Est-ce que Mme Gabor et M. Wise pourraient d'abord me répondre à ce sujet?

• (1720)

**Le président:** Il reste seulement une minute. Il faudra vous en tenir à cela.

**Mme Andrea Gabor:** D'accord, je vais parler vraiment vite.

Dans les exemples que j'ai donnés, l'impulsion initiale ne venait pas du gouvernement fédéral. C'était une initiative locale. C'était le cas tant pour le regroupement du parc Rouge que pour celui d'Evergreen. Ces gens-là se sont mis à la recherche de financement. Si le gouvernement fédéral est prêt à travailler en partenariat avec les municipalités ou les provinces, c'est de cette manière... Je ne crois pas que vous devriez vous pointer quelque part en disant aux gens que vous allez créer un parc fédéral. En revanche, lorsque des initiatives sont lancées pour créer de nouveaux parcs, un partenariat financier serait vraiment bénéfique.

**M. Stephen Woodworth:** Le problème, c'est que nous leur donnons l'argent, puis ils décident d'en faire ce qu'ils veulent.

**Le président:** Vous n'avez plus de temps, je suis désolé.

Monsieur Harris, vous avez cinq minutes.

**Monsieur Dan Harris (Scarborough-Sud-Ouest, NPD):** Le travail en comité est une constante lutte contre la montre.

Monsieur Woodworth, je dois vous dire que le parc provincial Algonquin est l'un de mes endroits préférés. Il y a encore de merveilleuses expériences à vivre de part et d'autre de l'autoroute 60, mais vaut mieux aller ailleurs si vous ne voulez voir personne.

Madame Gabor, vous avez parlé tout à l'heure de quelques-uns des nouveaux parcs créés à Toronto. Vous avez mentionné Cherry Beach, mais je crois que vous vouliez dire en fait Sugar Beach, le plus récent.

**Mme Andrea Gabor:** Oui, désolée, c'était bien Sugar Beach, et il y a le parc H<sub>2</sub>O un peu plus loin.

**M. Dan Harris:** Ce sont tous de merveilleux nouveaux espaces urbains, surtout dans ce secteur riverain où les condominiums ont poussé comme des champignons au cours de la dernière décennie. Les espaces pour utilisation communautaire commencent certes à faire cruellement défaut.

Il y a deux ou trois choses qui ont retenu mon attention aujourd'hui. Premièrement, tant pour le parc Rouge que pour Evergreen Brick Works — deux emplacements merveilleux — vous avez parlé de l'accessibilité par transport en commun. C'est absolument essentiel si l'on veut que les gens se rendent dans ces parcs, mais on est encore très loin d'un accès facile à ces endroits via le transport en commun.

Prenons par exemple Evergreen Brick Works. Actuellement, les autobus ne circulent que le samedi. Pour le parc Rouge, il faut compter deux heures de déplacement par transport en commun à partir du centre-ville de Toronto. Il y a encore nettement lieu d'améliorer les choses.

Dans votre déclaration préliminaire, vous avez notamment recommandé un examen des normes pour les projets financés par le fédéral. Pourriez-vous nous en dire davantage sur le genre d'examen que vous préconisez à cet égard?

**Mme Andrea Gabor:** Comme je crois que c'est David qui en a parlé, je vais le laisser vous répondre.

**M. David Wise:** Le gouvernement fédéral a un certain nombre d'initiatives en cours. Il y a notamment la stratégie nationale en matière d'infrastructure. Nous avons d'ailleurs présenté un exposé à ce sujet à Infrastructure Canada il y a quelques mois. Une partie du débat concerne tout le concept des stratégies d'approvisionnement écologique. Comment le gouvernement fédéral s'y prend-il pour optimiser les retombées de son aide financière dans le cas des programmes de développement à grande échelle? Voilà une occasion en or d'en revenir à la question de M. Woodworth.

Lorsque le gouvernement fédéral intervient dans des dossiers touchant la Société immobilière du Canada, par exemple, ou le corridor Windsor-Essex pour un éventuel deuxième passage frontalier sur la rivière Détroit, c'est l'occasion rêvée pour apporter un changement en profondeur et imprimer une orientation fédérale.

Il ne suffit pas de simplement créer ces espaces verts. Il faut que les gens puissent s'y rendre. Je crois que la Société immobilière du Canada y parvient notamment en mettant l'accent sur la norme LEED-ND dans certains de ses projets intéressants comme Garrison Woods à Calgary, Garrison Crossing à Chilliwack et la Base des forces aériennes de Rockcliffe, ici même. En misant sur une approche totalement communautaire, vous ne traitez pas simplement de l'accès aux espaces verts; vous déterminez comment les gens vont s'y rendre et comment ils vont se déplacer au sein de la collectivité.

Ce sont autant d'éléments fondamentaux. C'est une façon différente d'envisager le développement des infrastructures. C'est une nouvelle optique du développement communautaire, et nous estimons certes que le gouvernement fédéral peut et devrait avoir un rôle à jouer en la matière.

● (1725)

**M. Dan Harris:** Excellent, merci.

S'il est vrai que les décisions doivent se prendre localement pour que les réalités locales aient préséance, nous pensons que le gouvernement fédéral a tout de même un grand rôle à jouer en assurant un certain leadership à l'échelle nationale. Qu'on parle d'un plan d'infrastructure ou d'une stratégie de transport, le gouvernement peut certainement faire sa part.

Monsieur Bienenstock...

**Le président:** Je suis désolé, mais votre temps est écoulé.

Notre dernier...

**M. Dan Harris:** J'allais poser une question sur les urbanistes aux pratiques éclairées.

**Le président:** Oui, merci.

Les quatre dernières minutes iront à M. Toet.

**M. Lawrence Toet (Elmwood—Transcona, PCC):** Merci, monsieur le président.

J'aimerais d'abord remercier M. Bienenstock de m'avoir ramené les pieds sur terre, parce qu'il m'a fait penser à mes enfants. J'avais l'impression d'être encore un tout jeune homme, mais je l'écoutais en hochant la tête et en me disant « Mes enfants ont raison. Je deviens vieux. » Merci de me l'avoir rappelé aujourd'hui.

Sérieusement, nous avons beaucoup parlé de l'espace et du besoin d'espace, mais nous n'avons pas abordé le sujet de la capacité d'interagir avec cet espace.

Monsieur Bienenstock, vous en avez parlé un peu, mais j'aimerais bien avoir aussi l'avis des autres témoins à propos de la signalisation, parce que je l'ai vue de mes propres yeux. Quand on va dans un parc, un superbe espace vert, on nous interdit d'aller ici ou d'aller là, de faire ceci ou de faire cela. Comment remédier à la situation?

Je pense qu'on a entre autres affaire au fond à une question de responsabilité, alors nous devons pouvoir surmonter ces deux obstacles. Je vous inviterais à m'indiquer très rapidement comment on pourrait s'attaquer à la question de la responsabilité, tout en tâchant d'ouvrir ces espaces.

**Mme Andrea Gabor:** Je ne peux pas vraiment me prononcer au sujet de la responsabilité, mais je pense que les programmes d'activités sont très importants pour inciter les gens à interagir avec leur milieu.

Le parc Evergreen Brick Works offre de nombreuses activités, qui vont des ateliers artistiques pour les écoliers, à la tenue d'événements dans les champs, ou au jardinage. Il permet aussi aux gens d'interagir avec la nature, de visiter le marché des agriculteurs et d'assister à divers événements dans le nouveau pavillon. Il y a moyen d'inciter les gens à se rapprocher de leur milieu. Ce sont les meilleurs exemples qui me viennent en tête.

Je ne connais pas aussi bien le parc de la Rouge, mais je pense qu'il existe des façons pour faire interagir les gens, et c'est en offrant des activités intéressantes qu'on attire les foules.

**M. Lawrence Toet:** J'aimerais aborder un autre point, et je veux m'assurer d'avoir suffisamment de temps pour le faire.

Nous avons beaucoup parlé des grands espaces urbains qui ont été réservés, et c'est le parc de la Rouge qui m'y fait penser. Je crois que c'est une excellente chose. Ce sont des espaces fantastiques, et j'encourage ces initiatives, mais j'ai cru comprendre que nous pourrions aussi condenser beaucoup plus ces espaces et obtenir autant de succès, surtout si j'en crois ce que M. Bienenstock nous a dit.

Pourriez-vous revenir sur les statistiques que vous nous avez données sur la participation de nos enfants et du grand impact social en découlant? De quel espace avons-nous besoin pour qu'il y ait des retombées réelles pour le quartier?

**M. Adam Bienenstock:** Il y a deux ou trois choses à dire à ce sujet.

Je dirais d'abord que je suis d'accord avec Andrea. Bien que j'adore mon travail, j'échangerais un de mes espaces contre un parc urbain asphalté et quelques mauvaises herbes si ce dernier offrait des activités extraordinaires, car on peut rejoindre beaucoup plus de gens de cette façon. La population est véritablement notre plus grand atout.

J'aimerais revenir un instant sur la question de la responsabilité. Je vous suggère d'inviter des actuaires en venir en discuter avec vous. Vous verrez que c'est un sujet qui les intéresse grandement, car moins de gens se blessent dans ces espaces. Pour une raison ou une autre, on voit les assureurs comme des croquemitaines, mais ce n'est pas le cas. Ils sont comme vous et moi, des gens ordinaires. Ils ont des enfants eux aussi, et ils veulent que tout soit sécuritaire et adéquat.

Il faut s'éloigner de l'analyse et de l'évaluation des risques, et passer plutôt à une analyse des risques et des avantages. Nous avons délaissé cette façon de faire devant les objectifs à court terme.

Si on pouvait forcer cette conversation, la question de la responsabilité ne se poserait plus. En fait, vous constaterez que les assureurs vont devenir des alliés à certains égards.

Le maire Bloomberg a lancé un excellent programme. Il a décidé que tout le monde devait avoir accès à un espace vert qu'on peut parcourir à pied. Il a transformé plus de 200 cours d'école en parcs publics. Il a le terrible problème d'avoir plus de donateurs prêts à verser un million de dollars pour qu'un parc porte leur nom qu'il n'y a de parcs à nommer. Ce n'est pas notre cas, mais c'est un joli problème à avoir. Avec un peu de chance, nous y arriverons un jour. Ces espaces sont efficaces.

De quoi a-t-on besoin pour que ces espaces suscitent l'intérêt? C'est remarquablement simple. Pensez à la forêt et trouvez un moyen de transplanter les arbres de façon durable en milieu urbain. Il suffit de s'assurer que les spécimens proviennent d'un rayon de 100 miles maximum, et cela devrait bien fonctionner. Les architectes paysagistes, même si j'ai râlé contre eux, sont en fait très bons pour trouver des solutions aux problèmes qu'on leur soumet, et c'est aussi vrai pour certains de nos urbanistes.

● (1730)

**Le président:** Merci beaucoup. Je veux remercier tous nos témoins de s'être joints à nous. Vous nous avez rappelé nos souvenirs d'enfance. Pour ma part, je me souviens avoir chuté d'un arbre. La cabane que j'avais construite en attachant des billots aux branches n'était pas très réussie, et j'ai rapidement appris les principes de la gravité et de l'ingénierie.

**M. Adam Bienenstock:** Et du système de santé.

**Le président:** Oui, exactement.

La séance est levée.

Merci beaucoup. Ce fut très intéressant. Merci.

---







**POSTE  MAIL**

Société canadienne des postes / Canada Post Corporation

Port payé

Postage paid

**Poste-lettre**

**Lettermail**

**1782711  
Ottawa**

*En cas de non-livraison,  
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à :  
Les Éditions et Services de dépôt  
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
Ottawa (Ontario) K1A 0S5*

*If undelivered, return COVER ONLY to:  
Publishing and Depository Services  
Public Works and Government Services Canada  
Ottawa, Ontario K1A 0S5*

Publié en conformité de l'autorité  
du Président de la Chambre des communes

### PERMISSION DU PRÉSIDENT

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la *Loi sur le droit d'auteur*. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la *Loi sur le droit d'auteur*.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

On peut obtenir des copies supplémentaires en écrivant à : Les Éditions et Services de dépôt  
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
Ottawa (Ontario) K1A 0S5  
Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943  
Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757  
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca  
<http://publications.gc.ca>

Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse suivante : <http://www.parl.gc.ca>

Published under the authority of the Speaker of  
the House of Commons

### SPEAKER'S PERMISSION

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its Committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the *Copyright Act*. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a Committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the *Copyright Act*.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its Committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Additional copies may be obtained from: Publishing and Depository Services  
Public Works and Government Services Canada  
Ottawa, Ontario K1A 0S5  
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943  
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757  
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca  
<http://publications.gc.ca>

Also available on the Parliament of Canada Web Site at the following address: <http://www.parl.gc.ca>